



## **ARRÊTÉ** **DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT**

**Le Maire de la Commune des LUCS-SUR-BOULOGNE,**

**Vu** le code général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L.112-1 à L.112-7 ;

**Vu** la loi modifiée n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 juin 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales ;

**Vu** la demande en date du 08 septembre 2025 de CDC CONSEILS, géomètre, dont le siège social demeure à Boufféré commune déléguée de MONTAIGU-VENDÉE (Vendée), 6 rue René Descartes, PA de la Bretonnière, demandant l'alignement des parcelles cadastrées ZS n°20 et 21 sises au lieu-dit la Guyonnière sur la commune des LUCS-SUR-BOULOGNE (Vendée) ;

**Vu** l'état des lieux ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Alignement**

L'alignement de la voie sus mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire et défini par :

- Le plan d'alignement dont l'extrait est ci-annexé,
- Par l'alignement de fait matérialisé par deux bornes :

Lieu-dit La Guyonnière – Parcelles ZS n°20 et 21 :

- Point A : situé en limite de propriété de la parcelle ZS n°21, en ligne droite avec le point C sur 49,96 mètres. La nouvelle délimitation se situe à 5,08 mètres du bâtiment existant
- Point B : situé en limite de propriété de la parcelle ZS n°20, et à 10,86 mètres du bâtiment existant

### **ARTICLE 2 – Responsabilité**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

#### **ARTICLE 4 – Validité et renouvellement de cet arrêté**

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Il n'est pas créateur de droit et peut-être retiré à tout moment.

LES LUCS-SUR-BOULOGNE, le 09 septembre 2025

**Le Maire,**  
**Roger GABORIEAU**



#### **DIFFUSIONS**

Le bénéficiaire pour attribution

La commune LES LUCS-SUR-BOULOGNE pour attribution

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de NANTES 6, allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 44041 Nantes Cedex, dans les deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de LES LUCS-SUR-BOULOGNE.

